

Les rendez vous de l'économie sociale & solidaire



DISTRIBUTION GRATUITE DE DENRÉES ALIMENTAIRES AU MARCHÉ D'ATHÈNES, EN AVRIL 2014. UN GESTE DE SOLIDARITÉ DES COMMERÇANTS ENVERS LES HABITANTS, AFIN DE PROTÉGER CONTRE LA DÉRIVE DE LIBÉRALISATION. PHOTO DIMITRI MESSINIAS/PHOTO

1 052 785
C'EST LE NOMBRE
DE COOPÉRATEURS
RECENSÉS EN 2010,
SOIT 10 %
DE LA POPULATION

La crise humanitaire grecque, fruit gâté des politiques d'austérité menées depuis six ans par les gouvernements de droite et socio-démocrates sous l'injonction de la troïka (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne, Commission européenne), est le terreau bien involontaire d'une série d'initiatives économiques et sociales sans précédent dans le pays. Devant l'urgence de la situation, au lendemain des législatives de 2012, Alexis Tsipras lançait ainsi Solidarité pour tous. Cette structure multipolaire a mis en place, grâce à l'action bénévole de citoyens ou de militants, des centres médicaux, des banques alimentaires, des banques de médicaments ou encore des centres d'accueil pour les réfugiés. Quelque 114 points de ce type ont essaimé dans la seule région de l'Attique. De cette expérience, des cercles vertueux s'esquissent, notamment dans l'agriculture, avec, par exemple, la remise en route de circuits courts entre producteurs et consommateurs, faisant fi de la loi mise en place par le gouvernement Samaras il y a trois mois, qui interdit la vente directe et impose les intermédiaires classiques de type grandes surfaces. Parallèlement, les citoyens grecs ont accumulé les initiatives dans de nombreux secteurs : tout particulièrement dans le commerce de proximité avec l'apparition d'une myriade de petits cafés citoyens, zapatistes et bio vendant des produits locaux et/ou équitables. Le secteur industriel, avec l'usine VioMe, est, lui aussi, touché par le phénomène. Le cas est rare, mais l'exemple n'est pas anodin de ces 23 ouvriers de Thessalonique qui se sont constitués en coopérative en 2013 en rachetant une partie du matériel de l'ex-usine de construction et en tournant la stratégie de l'entreprise vers la création de produits nettoyants naturels à base de savon et de vinaigre.

Au XVIII^e siècle, l'une des premières coopératives modernes en Europe voit le jour en Thessalie

Cependant, tout comme l'attachement à la démocratie ne jaillit pas du néant aux pays des Athéniens, l'économie sociale et solidaire en Grèce n'est pas une nouveauté. Au XVIII^e siècle déjà, l'une des premières coopératives modernes en Europe voit le jour en Thessalie, avec la création de la société commune d'Ambelakia. Fondé en 1750, ce regroupement de 22 villages de la région de Tempi réunissait l'ensemble des producteurs de coton et de fil rouge. La

SIRYZA

En Grèce, de l'humanitaire à l'économie solidaire

La crise a eu pour effet de multiplier les initiatives sociales et solidaires. Dans un pays où le rapport aux économies alternatives n'est pas nouveau, le gouvernement compte accompagner l'émergence de ce mouvement et l'installer le plus rapidement possible dans un cadre législatif solide.

réussite économique est fulgurante. En un demi-siècle à peine, la société compte quelque 6 000 membres, 24 usines et 17 filiales dans toute l'Europe. Une réussite doublée d'un modèle social unique, puisque chacun des membres avait droit à une assurance sociale, des hôpitaux, une école et même une université libre. Seul le capitalisme moderne naissant du début du XIX^e siècle, avec l'arrivée de gros producteurs munis de nouvelles techniques couplée à des taxes de plus en plus lourdes, aura raison de cette expérience, dix ans avant la révolution grecque de 1821. Il faudra attendre le début du XX^e siècle pour que ce type d'économie émerge de nouveau, difficilement en Grèce jusqu'à aujourd'hui encore (voir interview p. III du ministre de l'Économie, Giorgios Stathakis).

Les études récentes le montrent bien. D'après les chiffres des chercheuses grecques Ioanna Garefi et Eirini Kalemaki dans leur ouvrage *Case Study: Greece*, le poids réel de l'économie sociale en 2010 en Grèce, avant les mémorandums, était relativement faible. « 117 123 Grecs travaillaient dans le secteur, principalement dans des organisations à but non

lucratif (associations, fondations, etc.), soit 2,67 % de l'emploi rémunéré, contre 6,53 % en moyenne en Europe. » Les mêmes chercheuses observent cependant une forte augmentation de l'emploi dans ce secteur (+ 67,2 %) entre 2003 et 2010. Et qui depuis le pic de la crise continue d'augmenter de manière exponentielle. C'est fort de ce constat et de l'expérience accumulée au cours des deux dernières années que Syriza a décidé de miser sur ce type d'économie. Le programme décliné par Alexis Tsipras, en septembre dernier, à Thessalonique, fait référence très concrètement : « Nous utiliserons une banque spécialisée en développement local pour financer des projets locaux par des prêts à bas taux d'intérêt et par la création par cette banque d'obligations bancaires pour réaliser des travaux publics. Nous annonçons un grand projet pour la création de 300 000 emplois dans le pays, dans les secteurs public, privé et dans l'économie solidaire. » Tout le pari sera, pour le nouveau gouvernement, de réussir à transformer cette économie sociale d'urgence en une économie solidaire et durable. ♦

STÉPHANE AUBOUARD

Les rendez vous de l'économie sociale & solidaire

PÉLOPONNÈSE

Dans le jus de la coopération au pays des oranges

À Argos, les effets de la crise ont été ravageurs. Cependant, entre coopératives de type agricole, solides dans la tempête, et initiatives citoyennes, des ponts se sont créés sous l'effet de l'urgence. Ces réseaux économiques de solidarité ont permis d'offrir une résistance certaine à l'austérité.

Argos, Grèce (envoyé spécial).

Au sortir de la ville d'Argos, sur les collines et les plaines du Péloponnèse, les champs d'orangers dessinent un paysage d'une agréable monotonie. Une petite route s'y enfonce de manière discrète au bout de laquelle apparaissent les toits isolés d'une usine. Il s'agit des bâtiments de la coopérative agricole Esperides, la plus ancienne de la région, fondée en 1947. Devant la grille où deux camions remplis d'agrumes sont stationnés, Spyros Antonopoulos, l'actuel président de cette société dont l'usine produit des jus d'orange et des sodas, coordonne les allées et venues des producteurs du coin. « C'est une bonne année en termes de récolte, explique cet homme d'une soixantaine d'années, et malgré la crise nous résistons sans trop de problèmes », précise-t-il en se dirigeant vers le hangar sous lequel disparaissent les deux camions.

Au sein de l'usine de fabrication, les ballots d'oranges exhalent une odeur saturée. « Le système coopératif prouve, je crois, qu'il peut être un exemple de réussite économique et d'équilibre certain pour l'époque actuelle », reprend le gérant, arrivé devant l'atelier d'emballage. En effet, outre son système structurel solidaire, la coopérative profite des fonds d'un programme d'aides de l'Union européenne. Malgré la crise, « sur la soixantaine de personnes salariées de l'usine, aucune n'a été licenciée, et nous n'avons touché qu'aux salaires les plus hauts abaissés de 20 à 30 %. Nous n'avons pas touché aux plus bas salaires, affirme Spyros Antonopoulos, c'est-à-dire à la majorité ». De l'autre côté, à la chaîne d'emballage TetraPak, Marina, non loin de la retraite, confirme la chose en aparté. « Je suis restée à 800 euros par mois... ce qui est plus que ce que gagnent la plupart des fonctionnaires aujourd'hui ».

« Quand on voit que des enfants n'ont pas à manger, cela force à réagir »

Sur ce point, la coopérative Esperides tient son engagement solidaire. « Quant aux dizaines de petits et moyens producteurs membres de la coopérative, ils n'ont pas eu à pâtir de la crise et nous achetons les oranges à un prix fixe. Vous savez, cela fait dix générations de paysans qui se succèdent dans



LE PREMIER PROJET DE LOI DÉPOSÉ LA SEMAINE PROCHAINE PORTERA SUR LES MESURES SOCIALES POUR FAIRE FACE « À LA CRISE HUMANITAIRE ».

AVEC L'EMBARGO RUSSE, BEAUCOUP DE PRODUCTEURS ONT DÛ FAIRE FACE À DES SURPLUS. CERTAINES COOPÉRATIVES COMME ESPERIDES ONT DÉCIDÉ DE REVENDRE LEURS FRUITS À MOINDRE PRIX OU DE LES DONNER À DES ASSOCIATIONS. PHOTO AFP PHOTO /SAKIS MITROLIDIS

cette région. C'est pour nous un choix clair et conscient de ne pas laisser la terre. »

La situation européenne et internationale a cependant poussé Esperides, entreprise juteuse dont le chiffre d'affaires atteint, en 2014, 17 millions d'euros, à développer des pratiques solidaires par-delà le périmètre de la seule coopérative. « Cette année, nous avons eu 10 000 tonnes de fruits qui ne sont pas partis à cause de l'embargo russe », « avec l'urgence de la situation en Grèce, nous ne pouvions pas laisser gaspiller tous ces fruits ; l'église locale, mais aussi des structures solidaires mises en place par Syriza (Solidarité pour tous) nous ont permis de revendre à moindre prix ou parfois simplement donner ce surplus à des associations pour les redistribuer », explique Spyros, le bonhomme qui ne cache pas avoir voté pour Alexis Tsipras lors des dernières élections.

Le commerce social des citoyens d'Argos fonctionne donc par un bouche-à-oreille pudique mais efficace.

Ces fruits-là, on peut du reste les retrouver gratuitement à quelques kilomètres de là. Dans le centre de la ville d'Argos plus exactement, à l'angle de deux petites rues situées non loin de la citadelle qui surplombe la ville. Derrière une vitrine clairsemée, Sofia apparaît assise à un bureau, un livre de comptes ouvert devant elle. « Ce magasin social, c'est bien sûr la crise qui m'a poussée avec des amies à le mettre en place, explique-t-elle. Quand on voit que des enfants n'ont pas à manger, cela force à réagir. » En jan-

vier 2011, une connaissance de la jeune femme met à sa disposition un local commercial vide. « Aujourd'hui, nous ouvrons deux après-midi par semaine et nous sommes cinq femmes pour gérer et distribuer. En ce début d'année, nous nous occupons de vingt familles, soit environ quatre-vingts personnes, dont trente-cinq enfants. » Parmi ces familles, il y a des réfugiés, mais essentiellement des Grecs, au chômage ou avec des revenus trop faibles pour subvenir à leurs besoins. « Toute la difficulté consiste à mener cette action discrètement, car les gens ont honte de montrer leur situation. Il faut donc à la fois se faire connaître et rester discret. » D'où une façade de magasin des plus neutres. À l'intérieur pourtant, on trouve de tout. Paquets de pâtes, riz, épicerie en général. Mais aussi des jouets, des habits, des fournitures scolaires et des produits frais. Au premier étage, des frigos et des congélateurs conservent

Les rendez vous de l'économie sociale & solidaire

les produits les plus fragiles. Des fruits, des oranges bien sûr, parfois de la viande, mais aussi de la crèmerie... « Dernièrement, une industrie laitière nous a fait parvenir plusieurs litres de lait. Pour les mères isolées, c'est une denrée très recherchée », explique la fondatrice de l'association. Le commerce social des citoyens d'Argos fonctionne donc par un bouche-à-oreille pudique mais efficace. « Certains citoyens nous donnent même de l'argent mais nous privilégions les dons en nature », reprend Sofia, qui se lève allant à la rencontre d'une femme qui vient de passer le seuil du magasin.

Avec son ONG, Magenta a réussi à ouvrir les portes de la prison

Magenta, c'est son nom, est la fondatrice de l'ONG Initiative solidaire d'Argolide, constituée en 2013 et qui s'occupe des prisonniers de la région. Ce soir, elle vient au magasin social pour voir quels nourritures, accessoires et nécessaires de toilette elle peut récupérer. « En fait, je connaissais un ami qui avec un groupe de musique faisait régulièrement des concerts dans la prison... Il m'a raconté les conditions de détention

terribles dans lesquelles vivaient ces hommes et je me suis dit qu'avec la crise, cela ne devait pas arranger les choses. » La prison d'Argos contient en effet 600 prisonniers pour 350 places. Et le nombre ne cesse d'augmenter avec l'effet de la crise. Magenta décide alors de se mettre en relation avec le service social de la prison, qui lui confirme la détérioration des conditions de vie. Avant la signature du mémorandum en 2010, les prisonniers les plus démunis pouvaient bénéficier d'une aide sociale minimale qui a disparu depuis lors. « L'administration m'a confirmé qu'environ 300 prisonniers n'avaient plus d'argent sur leur compte en banque, et donc ne peuvent plus rien s'acheter, ni habits, ni savon, sans parler de se payer un téléphone... Pour ceux qui n'ont rien pendant l'hiver, même pas une paire de chaussettes, c'est l'enfer », s'émeut la jeune femme. Résultat, les cas de tuberculose ont augmenté de manière exponentielle de même que les cas de toxicomanie.

Avec son ONG, Magenta et trois amies ont réussi à ouvrir les portes de la prison. « Nous nous occupons des prisonniers ayant des peines lourdes allant de cinq ans à perpétuité... reprend cette femme qui pendant la belle saison travaille dans l'hôtellerie touristique, mais si nous trouvons de la solidarité matérielle relativement facilement dans cette ville, qui est une ville traditionnellement de prison, la citadelle vénitienne en était une également... les gens sont habitués à donner... nous avons du mal à faire passer le message de la réinsertion ». Depuis quelques mois en effet, Magenta et ses amies ont tenté d'impliquer l'université locale pour créer un programme spécial en lien avec les prisonniers. Mais le manque d'espace dans les prisons empêche pour l'instant ce genre de tentative. « C'est pourquoi on espère que le nouveau gouvernement s'engagera à améliorer les conditions de vie des prisonniers... regardez ce qui se passe dans une prison et vous comprendrez comment est géré un pays ! » La jeune femme invite d'ailleurs la troïka (FMI, BCE et Commission européenne) à venir faire un tour dans la prison d'Argos pour constater les effets de sa politique. ■

STÉPHANE AUBOUARD



GIORGOS STATHAKIS : « NOUS ALLONS NOUS APPUYER SUR CETTE EXPÉRIENCE DE SOLIDARITÉ POUR TOUS. » PHOTO B. RONDEAU/PHOTOSOCIALE

POLITIQUE PUBLIQUE

« Le chantier est énorme mais nous y croyons »

Le ministre de l'Économie annonce la mise en place d'un département dédié à l'économie sociale et solidaire. Une loi devrait bientôt encadrer ces nouvelles formes d'entreprises.

Dans son programme décliné à l'automne dernier à Thessalonique, Alexis Tsipras parlait de la création de 300 000 emplois, dont une bonne partie seraient issus de l'économie sociale et solidaire. Quelle stratégie comptez-vous avoir pour promouvoir cette économie ?

GIORGOS STATHAKIS Pour être honnête, nous partons de très loin sur ce sujet-là. Parce que, depuis un siècle, ce genre d'économie n'a pas été accompagnée de manière adéquate. Certes, il y a tout juste cent ans, la première loi sur les coopératives était gravée dans le marbre. Il s'agissait très majoritairement de coopératives agricoles. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a eu les premières tentatives de système mutualiste. Mais la guerre civile et la dictature des colonels sont passées par là. Depuis, l'économie sociale a du mal à trouver un second souffle. Dans les années 1970, un article de loi reconnaissait le droit d'association et de former des syndicats. En 2011, l'Union européenne a fait voter une loi en Grèce dite « social cooperative enterprise ». Mais, aujourd'hui, la Grèce n'a pas de véritable législation qui définit le cadre de l'économie sociale et solidaire. C'est donc la première étape pour notre gouvernement : mettre au point et faire voter une loi-cadre pour l'ESS. Dans le même temps, nous pensons créer un département spécial au sein du ministère pour accompagner le développement de cette économie alternative. Donc, le chantier qui nous attend est énorme pour promouvoir cette économie dans laquelle nous croyons parce que Syriza l'accompagne depuis deux ans avec sa structure Solidarité pour tous.

Mais comment changer une économie née d'une situation d'urgence en une économie viable ?

GIORGOS STATHAKIS Nous allons nous appuyer sur cette expérience de Solidarité pour tous. Nous avons déjà supporté de nouveaux réseaux alternatifs, observé la mise en place de nouvelles formes de monnaie comme le TEM à Thessalonique ; nous suivons de près des réseaux d'économie sociale et des coopératives. Il y a aussi tout un travail de réseau numérique à mettre au point pour créer des ponts entre les différentes expériences. Ce que nous allons tenter de faire le plus rapidement possible, c'est d'apporter des canaux de financements nouveaux pour aider ce secteur encore trop

informel mais réel à grandir le plus possible. Il y a aussi à chercher du côté de la microfinance, qui, dans certains cas, ici en Grèce, a déjà fait preuve d'utilité pendant la crise.

Avez-vous des exemples à l'étranger qui vous ont inspirés ?

GIORGOS STATHAKIS Nous avons déjà développé des relations, notamment en Amérique du Sud, où nous observons comment certains pays, comme l'Équateur ou le Venezuela, ont misé sur ce genre d'économie. Mais si cela inspire,

cela ne suffit pas. La Grèce est dans une situation très différente de ces pays-là. Aussi bien au niveau social qu'à celui de ses ressources. Nous allons bien sûr tenter d'aider à développer le secteur agricole alternatif, qui est le secteur économique coopératif le plus expérimenté, ou encore voir dans quelle mesure le secteur industriel peut être ciblé pour s'organiser en coopératives. Parallèlement, une réforme de la politique concernant les jeunes agriculteurs devrait également favoriser la création d'emplois supplémentaires. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR STÉPHANE AUBOUARD

Les rendez vous de l'économie sociale & solidaire

Comment rompre avec les politiques qui donnent tous les pouvoirs aux entreprises ?

«L'attente d'un cadre légal favorable aux coopératives»

Notre engagement citoyen a commencé en 2011. Pros Kalo, un collectif visant à promouvoir les principes de l'économie sociale et solidaire et la démocratie directe, regroupe des personnes issues de tous les mouvements politiques ou sociaux de gauche, ainsi que des anarchistes, qui se retrouvent autour de ces mêmes valeurs. Nous étions aussi avec le mouvement des manifestants de la Tour Blanche, qui occupaient en 2011 cette place de la ville de Thessalonique sur le modèle de ce qu'ont fait les Indignés en Espagne. Le désastre social qui a suivi nous a convaincus que l'on ne pouvait plus continuer avec cette politique néolibérale qui donne tous les pouvoirs aux entreprises, au détriment des travailleurs et des citoyens.

Pour agir concrètement, l'idée est née de créer un supermarché coopératif sans profit. Nous n'étions pas des spécialistes en matière de distribution de produits alimentaires, alors nous nous sommes fait aider par l'union des coopératives agricoles d'Athènes, lesquelles vendent leurs produits sans intermédiaire. En deux mois, une première équipe de 15 à 20 personnes était à pied d'œuvre. Début

2012, nous avons signé les statuts de la coopérative avec une centaine de membres. À l'ouverture du supermarché, à l'automne 2013, nous étions trois cents. Notre magasin est ouvert à tous. Environ deux tiers de nos clients ne sont pas des membres de la coopérative.

La différence principale avec un supermarché discount classique tient d'abord à

notre fonctionnement : toutes les décisions sont prises en assemblée générale et nous privilégions toujours la recherche d'un consensus. Pour la gestion du magasin, nous avons une réunion chaque semaine, ouverte à tous les membres. Nous appliquons le « un homme, une voix », quelle que soit la part du capital de la coopérative détenue. Les six salariés sont membres de la coopérative, bénéficient d'un salaire légèrement supérieur à celui d'un employé de supermarché classique. Nous travaillons sans intermédiaires, avec un maximum de producteurs. L'argent est divisé entre celui qui fabrique le produit, afin qu'il ait un revenu digne, et le consommateur, qui peut acheter moins cher.

Nos rayons comptent environ 2500 références. Nous choisissons nos fournisseurs avec beaucoup de précaution. Avant même l'ouverture du supermarché, nous avions exclu plus de 7000 produits. Soit nous estimons qu'ils sont dangereux pour la santé, par exemple l'eau dans laquelle le taux de chrome est supérieur aux

normes recommandées par l'OMS, même si les standards européens permettent sa consommation, soit leur impact écologique est néfaste. Nous refusons aussi les produits fabriqués dans des conditions sociales inacceptables, par exemple ceux qui proviennent de multinationales qui ont baissé les salaires de leurs ouvriers. Bien évidemment, nous n'achetons pas de produits fabriqués dans



Kostas Nikolaou
Cofondateur de Bioscoop

des dictatures ou sur des terres « accaparées ». On peut par ailleurs trouver à Bioscoop quelques produits « militants », issus du commerce équitable, comme du sucre produit par les Sans-Terre au Brésil, ou du café issu des groupes zapatistes.

Nous refusons de faire du profit ; donc, si à la fin de l'année, nous avons un excédent, nous estimons que cet argent ne nous appartient pas et qu'il doit revenir à la collectivité. Nous l'employons pour des projets sociaux. Nous avons, par exemple, envoyé des produits à Kobané ou, plus proche de Thessalonique, nous avons aidé les ouvriers de l'entreprise autogérée Vio Me qui luttent pour pouvoir exploiter leur usine de construction de matériaux de manière autonome. Nous aidons aussi des associations qui viennent en aide aux chômeurs et aux sans-logis. C'est pourquoi j'insiste sur le deuxième « S » de l'économie sociale et solidaire. Beaucoup de coopératives sont avantageuses pour leurs membres, mais pas forcément pour l'ensemble de la société.

Aujourd'hui, ce que nous attendons du nouveau gouvernement n'est pas une aide matérielle mais un cadre législatif plus favorable aux coopératives. Il n'est pas normal que nous soyons taxés au même niveau que les entreprises qui réalisent du profit. Il faudrait aussi étendre le champ des activités possibles sous forme de coopératives, tout en faisant très attention à ne pas dévoyer ce statut. Nous avons fait des propositions en ce sens et le nouveau ministre de l'Environnement de Tsipras devrait les étudier. ■

« AVANT, LA SOLIDARITÉ VENAIT DE LA FAMILLE TRÈS PROCHE; MAINTENANT, ELLE VIENT DU QUARTIER ET DE LA SOCIÉTÉ », CONSTATE MÀRKOS YOGIATZOGLOU, SOCIOLOGUE.

30 % des Grecs n'ont pas de couverture sociale

« Un bond en arrière considérable »

Les premières caisses mutuelles d'entraide autogérées apparaissent en Grèce à la fin du XIX^e siècle. Cela concerne les maîtres d'école, les ouvriers, les mineurs et les employés de banque. Il s'agit alors de pouvoir payer les retraites. Dans les années 1930, une nouvelle vague de caisses d'entraide apparaît avec l'arrivée massive des réfugiés d'Asie mineure. En tout, un million et demi de personnes doivent s'intégrer dans un pays de cinq millions d'habitants. Ceux qui arrivent en milieu rural le font avec l'aide de la Société des Nations (SDN) et avec le soutien des mouvements coopératifs agricoles locaux qui fonctionnent déjà bien. Dans les villes, beaucoup rejoignent le prolétariat local. Certains créeront des entreprises. Tous organiseront des caisses mutuelles santé et retraite. Après la Seconde Guerre mondiale, le mutualisme prend encore de l'essor avec le boom du tourisme. Au départ, la plupart de ces caisses se constituent en personne juridique de droit privé. En 1933, alors à la tête de son dernier gouvernement, Eleftherios Venizelos lance la sécurité sociale et les nouvelles catégories de mutuelle qui accompagnent la sécu deviennent donc des personnes juridiques de droit public.

Quatre-vingts ans plus tard, la Grèce a fait un bond en arrière considérable. Les politiques d'austérité ont tué un système déjà fragile. Officiellement, 30 % des Grecs n'ont plus de couverture sociale et doivent payer intégralement l'ensemble de leurs frais de santé. Avant la mise en place des politiques d'austérité, la sécurité sociale possédait une



Alexis Krauss
Ancien banquier mutualiste à Athènes

vingtaine de caisses. Il n'en reste plus qu'une seule. Début 2012, après la restructuration de la dette, l'assurance maladie a perdu non seulement ses liquidités mais aussi ses actifs. Avec les fonds de pension, les caisses de sécurité sociale possèdent 20 milliards d'euros d'obligations d'État, soit quelque 10 % de la dette grecque. La situation est inquiétante et le peuple paie l'addition. Après le mémorandum signé en 2011 par Papandréou, les personnes sans sécurité sociale ont été exclues du système. Par exemple, si un citoyen dépasse une année de chômage, il ne peut plus être assuré.

Derrière, une guerre sourde menée par certains lobbies dans l'Union européenne fait rage. Ils militent pour que ce soit le secteur privé et non les mutuelles qui prenne en main tout ce qui dépasse le seuil de la sécurité sociale. Il y a, du reste, une grande

bataille des assureurs privés en Europe, particulièrement les Britanniques, qui veulent s'arroger tout ce qui dépasse des cadres de remboursement de la sécu. Nous attendons donc de voir ce que le nouveau gouvernement propose. Aujourd'hui, seules cent mille personnes sont concernées par les mutuelles en Grèce. Il faudrait redonner du souffle à ce mode de solidarité. Mais il est nécessaire de mettre de l'ordre. Ce sont, par exemple, les assureurs qui reçoivent des cotisations pour couvrir les soins de santé et ils commencent même à vendre des services. Cela fait beaucoup d'argent dilapidé. Le ministre actuel a déclaré que le coût total de la santé publique et privée ensemble pourrait suffire pour un pays de 40 millions de personnes. ■

L'ESS et l'Humanité

Un mois de mars tout en scop

Prochaine matinale

Scop : des espoirs pour la reprise.

Avec **François Longéras**, directeur général de l'EMI-CFD, **Olivier Crus**, directeur général de Reprotechnique, et **Sylvie Mayer**, responsable du groupe de travail ESS du PCF.

JEUDI 5 MARS

De 9 heures à 10 heures 30.

Attention, changement de lieu à l'EMI-CFD, 7, rue des Peites, Écuries, 75010 Paris. M^o Château-d'Eau ou Strasbourg-Saint-Denis.

Dans votre supplément le mois prochain

Notre dossier

MARDI 7 AVRIL

La place des coopératives dans le débat sur la propriété de l'entreprise.